



Situation : Commenter les résultats de deux enquêtes auprès des Français sur le bien-être et la condition des animaux.

Rapport d'étude IFOP pour la Fondation 30 Millions d'Amis, janvier 2024

<https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2024/02/IFOP120567-Presentation-30MA-29.01.2024.pdf>

Rapport d'étude IFOP pour la Fondation Brigitte Bardot, mars 2023

<https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2023/04/119805-Resultats.pdf>

La France compte 80 millions d'animaux de compagnie. D'après les données de 2022, les plus nombreux sont les poissons (29,1 millions), les chats (14,9 millions), les chiens (7,6 millions) et les oiseaux (5,8 millions). L'Hexagone est dans le top 3 des pays d'Europe où l'on compte le plus de chiens et de chats. Plus encore, les Français semblent désormais très sensibilisés à la cause animale. Un récent sondage de l'IFOP pour la Fondation 30 Millions d'Amis, réalisé en janvier 2024 auprès de 1515 personnes de la population française, nous renseigne sur ce que pensent les Français du bien-être animal. Une autre étude de l'IFOP, datant de mars 2023, pour l'Association Brigitte Bardot auprès d'un échantillon de 1017 personnes, met en avant l'opinion des Français sur la condition animale.

Le bien-être animal préoccupe de plus en plus les Français. De manière générale, on remarque une amélioration dans la perception du bien-être des animaux en France : 81 % des Français estiment que celui des animaux de compagnie est assuré. Ce chiffre baisse à 66% pour les animaux d'élevage et à 48% pour les animaux sauvages.

Aujourd'hui, 48% pensent que la loi protège bien les animaux. On constate une évolution positive dans la perception de l'action des institutions en faveur du bien-être animal au fil du temps. Cependant, et c'est peut-être l'aspect le plus marquant, une majorité de Français considère toujours que la législation, les juges et tribunaux ou encore les politiques défendent mal cette cause.

Les Français restent majoritairement favorables à l'interdiction de toute expérimentation animale, de l'élevage intensif et de la chasse à courre. Selon les chiffres du gouvernement, environ 2,2 millions d'animaux sont utilisés chaque année en France dans le cadre d'expériences. L'idée de mettre fin aux élevages de chiens et de chats destinés aux laboratoires de recherche suscite une large adhésion. Une grande majorité des Français considère que causer de la souffrance aux animaux au nom de certaines traditions locales n'est pas justifié. Par exemple, 75% d'entre eux soutiennent l'interdiction de la corrida.

Si la consommation de viande reste centrale dans les habitudes alimentaires des Français, on observe une prise de conscience quant aux modes de transport et d'abattage des animaux. En ce qui concerne le sort des animaux d'élevage destinés à l'abattage, les Français expriment un fort désir d'évolution des pratiques : 83 % sont en faveur de l'abattage sur place par des professionnels se rendant sur les exploitations plutôt qu'en abattoir, et 86 % sont d'avis que « la pratique d'abattre des animaux en pleine conscience est inacceptable quelles que soient les circonstances ». L'installation de caméras de surveillance dans les abattoirs est donc largement soutenue.

Au-delà des mesures de coexistence entre chasseurs et promeneurs, c'est la chasse qui est également remise en question. 51% des personnes interrogées considèrent que la parole des chasseurs est prise en compte de manière trop importante. 72% pensent que l'État devrait promouvoir et soutenir les initiatives visant à favoriser la cohabitation entre les espèces sauvages et les activités humaines en réduisant l'utilisation de méthodes létales.

Suite à l'évolution de la loi sur ce sujet, 78 % des Français soutiennent désormais l'interdiction de la vente de tous les types d'animaux en animalerie, pas seulement les chiens et les chats. Les personnes interviewées se prononcent largement pour la fin de la vente par petites annonces et en ligne ainsi que pour une limitation de l'adoption de certaines espèces sauvages et exotiques.

Pour conclure, les Français se montrent sensibles au bien-être animal, à la fois majoritairement et dans la durée. Ces études témoignent également d'une forte attente des Français en matière de politiques publiques : 75% des personnes interrogées estiment que le gouvernement n'est pas suffisamment engagé en faveur de la protection des animaux. D'autant plus qu'à l'approche des prochaines élections européennes, la moitié des électeurs déclarent que les prises de positions ou mesures en faveur de la cause animale pourraient influencer leur vote.

